

Bilan désastreux de l'enseignement au Maroc

17/01/2008

Et en premier lieu le ministre de l'Education nationale, Ahmed Akhchichine. Pour sa première sortie publique depuis la prise de ses fonctions, Akhchichine a animé la conférence et a présenté des chiffres et des constats qui ont eu l'effet d'un électrochoc sur l'auditoire. Et pour cause, le bilan de la réforme initiée en 1999, et pilotée par la Cosef (Commission spéciale Education et formation), est désolant. Il est vrai que certaines réalisations ont été notées, comme la généralisation de l'accès à l'école, la décentralisation de la gestion du système, le renouvellement des contenus des programmes ou encore la nouvelle architecture pédagogique mise en place. Mais l'essentiel de la réforme reste à accomplir. D'après Akhchichine, même si l'accès à l'école a été généralisé pour les tranches d'âge de 6 à 11 ans (jusqu'à 100% dans certaines villes comme Casablanca, Rabat et Marrakech), les taux vont en s'amenuisant à fur et à mesure que l'on avance dans les tranches d'âge. De 12 à 14 ans, par exemple, le taux passe à 74,5%. De 15 à 17 ans à 48%, et de 19 à 23 ans à seulement 12%. Alors que dans d'autres pays ce dernier taux est bien plus élevé. Il est de 36% en Tunisie, de 24% en Algérie et de 43% en Europe. Ce qui est bien sûr révélateur de dysfonctionnements liés au passage d'un niveau scolaire à un autre, à relever et à traiter. Les chiffres liés à l'abandon et à l'échec scolaires sont, pour leur part, assez inquiétants. Le taux «moyen» de redoublement au primaire est de 13% (jusqu'à 20% dans certaines régions), de plus de 16% au collège, et de 17% au lycée. Concernant l'abandon scolaire, le constat est amer. Plus de 380.000 enfants ont quitté l'école avant l'âge de 15 ans en 2006. D'après le ministre, près de 40% des élèves ne terminent pas leurs études primaires. Ce qui veut dire que des centaines de milliers d'enfants restent livrés à eux mêmes durant des années, sans avoir aucun statut au sein de la société. Dans les milieux ruraux, ces enfants sont en majorité exploités dans des travaux agricoles non rémunérés.

Selon une étude menée dans le cadre du programme «Enseignement pour tous», seuls 16% des élèves de la 4e année du primaire maîtrisent les connaissances de base dans toutes les matières enseignées. Cela veut dire que plus de 80% de ces élèves ne comprennent pas ce qu'on leur enseigne! Dans certaines villes, ce taux est catastrophique. À Ifrane par exemple, il n'est que de 0,7%. Cette même catégorie d'élèves a même été classée dernière, par une étude internationale portant sur 25 pays (TIMSS 2003), en mathématiques, et 24e en sciences. Les élèves du collège ont, quant à eux été classés 40e, sur 45 pays testés. Plus de la moitié d'entre eux (sur un total de 3.000) n'ont pas obtenu la note de référence la plus basse. Une autre étude (PIRLS 2006) a également fait état d'une «honte internationale». En lecture, les élèves de 4e année du primaire sont classés 43e sur 45 pays traités. À peine un quart d'entre eux a atteint le niveau minimum requis pour le test PIRLS. De quoi donner des sueurs froides. Nos enfants seraient-ils des sous-doués? Certainement pas. L'étude a pointé du doigt les enseignants.

Ces derniers sont à la fois victimes et responsables de la défaillance du système. Ils ont été poussés à intégrer un domaine d'activité pour lequel ils n'avaient au départ aucune vocation, faute de mieux. Ils ont été par la suite mal formés, sous-payés et donc pas du tout motivés. Cela se répercute forcément sur la qualité de l'enseignement. D'où la nécessité de la mise en place d'un programme de formation et de «remise à niveau» des enseignants. Même si l'opération risque de coûter cher à l'Etat. En tout cas, la facture sera bien moindre que celle engendrée par l'abandon scolaire au primaire, qui, à lui seul, coûte à l'Etat une perte sèche de près de 2,2 milliards de DH. Quand on constate qu'une grande partie des enseignants ne sait pas manipuler correctement un outil informatique, et qu'une large proportion d'entre eux est de formation littéraire, mais donne quand même des cours en mathématiques, on se rend compte de l'urgence des actions à entreprendre.

Infrastructures désastreuses

L'état des infrastructures d'accueil des élèves est littéralement désastreux. Près de 9.000 salles sont déclarées insalubres. Dans le milieu rural, plus de 60% des écoles ne sont pas raccordées au réseau électrique, et plus de



75% ne sont pas raccordées au réseau d'eau potable. Plus de 80% ne disposent pas de sanitaires. Les besoins en collèges sont de l'ordre de 260 par an, alors qu'on en produit 90 actuellement. Résultat: des classes à plus de 40 élèves.

Ahlam Nazih

Source: L'Economiste

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=societe&id=2278>